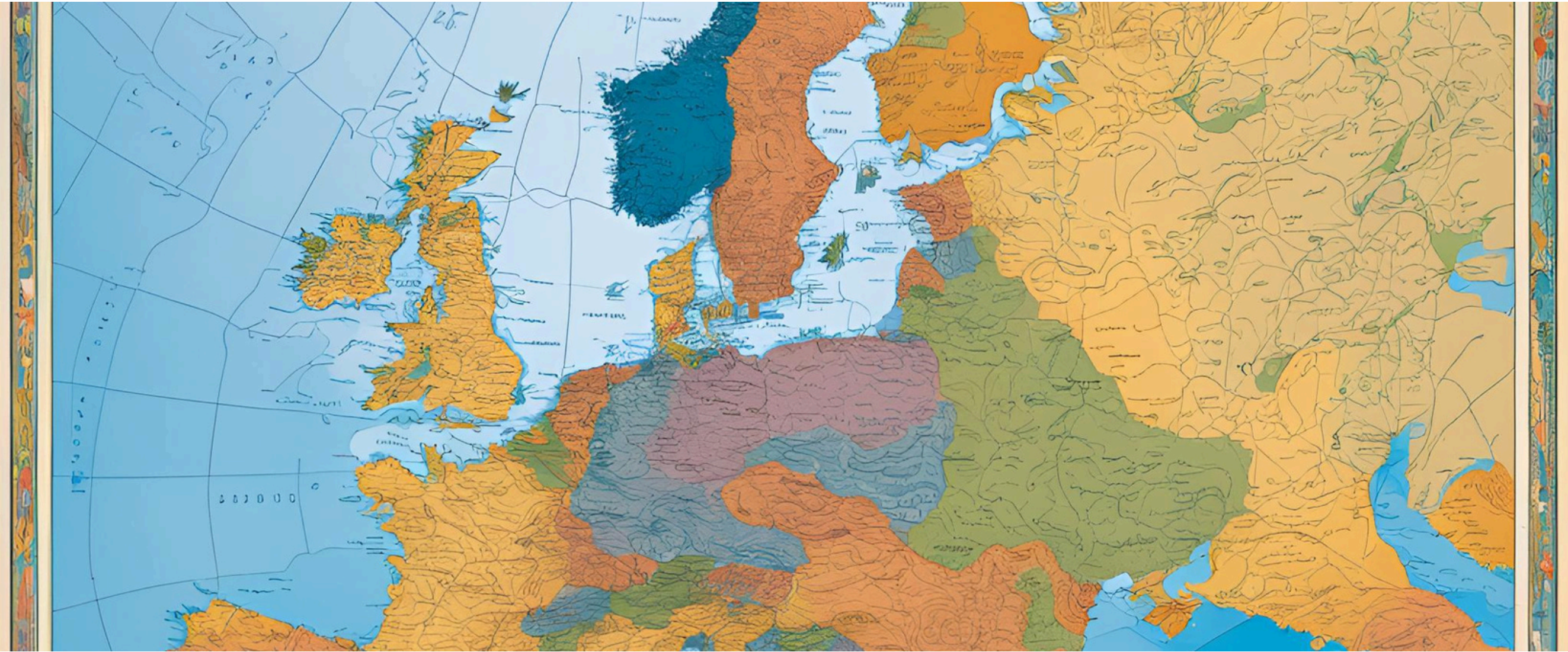




13 JANVIER 2025

EUROPE INFO HEBDO



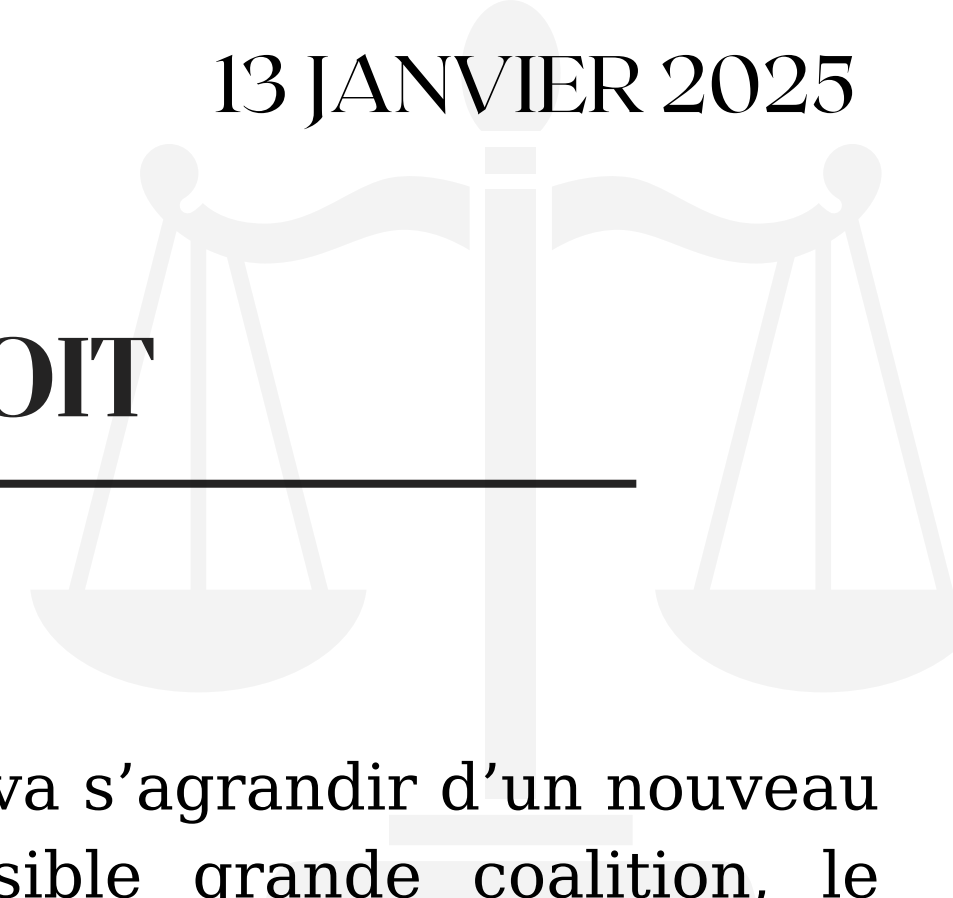
AUTRICHE, MELONI, MUSK ET BISPHÉNOLO A

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



AUTRICHE, COALITION, GOUVERNEMENT, **L'AUTRE PAYS DU FROMAGE**

Encore un. La famille de la droite radicale au Conseil européen va s'agrandir d'un nouveau venu : l'Autriche. Alors que devant l'impasse d'une impossible grande coalition, le Chancelier autrichien Nehammer a jeté l'éponge et passé la main à son ministre des affaires étrangères, le chef du FPÖ, vainqueur des dernières élections, Herbert Kickl s'appête à former un gouvernement dirigé par l'extrême droite.

- Le 6 janvier 2025, le président Alexander Van der Bellen lui a confié la responsabilité de mener les négociations en vue de former une coalition avec le parti conservateur (ÖVP).
 - FPÖ et ÖVP, ensemble, représentent 55 % des voix des dernières élections législatives.
- Plus de trois mois après les élections législatives (cf. EIH 7/10/24), l'Autriche fait tomber un nouveau plafond de verre en se confiant à un gouvernement mené par l'extrême-droite.
 - Cette décision emporte des protestations dans la capitale.
 - Le symbole est très fort et interpelle une Europe qui croyait avoir dépassé son passé mais se retrouve dans un "déjà-vu" délétère.
 - Rappelons que l'Autriche a été pionnière dans l'arrivée au pouvoir d'une formation ouvertement héritière du nazisme, en 1999 avec Jorg Haider.
- Il reste à voir quel accord de coalition sortira de la négociation avec les conservateurs du ÖVP.
 - On peut d'ores et déjà considérer que l'appartenance à l'UE et même la politique de fermeté à l'égard de la Russie ne devraient pas être remises en cause.
 - La ligne sur l'Immigration et l'asile va probablement se durcir encore, puisque le FPÖ prône une politique plus que stricte.
 - Elle inclut la "remigration" des migrants illégaux et la suspension du droit d'asile.
 - On scrutera donc aussi les mesures sociales, puisque le FPÖ envisage une sorte de préférence nationale pour restreindre les prestations sociales aux seuls citoyens autrichiens.
 - Ceci pourrait contrevenir au droit européen, comme son homologue allemand, souligne Bild.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

DANEMARK, GROENLAND, ÉTATS-UNIS,

BORGEN SAISON 4

Le cycle d'actualité n'en a pas fini de tourner autour du nouvel (dés-)astre. Chaque conférence de presse du 47e président américain livre son lot d'outrances et de spéculations sur les intentions de la première puissance mondiale. Mardi 7 janvier 2025, Trump a ainsi jeté un froid polaire sur les capitales européennes - et si la présidente von der Leyen n'avait pas eu sa pneumonie, elle l'aurait peut-être attrapée dans la foulée.

- Quoi qu'il en soit, les dernières déclarations du président américain tranchent avec la doctrine isolationniste et son désintérêt professé pour le reste du monde.
 - Après avoir proposé - méprisant - au Canada de rejoindre les Etats Unis, Trump prend des accents impérialistes inédits, il propose :
 - une politique expansionniste américaine, revendiquant le canal de Panama (dont le contrôle a été rendu par les Américains à Panama en 2000),
 - la paternité du Golfe du Mexique et surtout, le Groenland.
 - La BBC prend au sérieux le propos et en tire 4 scénarios, de l'achat pur et simple à la prise de contrôle politique.
- L'intérêt de Donald Trump pour le Groenland, territoire autonome depuis 1979 mais sous souveraineté du Danemark (membre de l'UE), n'est pas nouveau :
 - en 2019, Trump avait déjà proposé au Danemark d'acheter le Groenland,
 - une proposition promptement rejetée par le gouvernement danois et groenlandais.
 - De nouveau, la proposition ne semble pas particulièrement impressionner les habitants de la grande île polaire, comme le rappelle The Economist.
 - "Ni Américain, ni Danois," mais indépendants, clame leur premier ministre - qui remet son mandat en jeu au printemps.
- Le changement climatique et la fonte de la calotte glaciaire ont relancé l'intérêt porté au Groenland.
 - Il a pour conséquence d'ouvrir de nouvelles routes commerciales dans l'Arctique.
 - Et de rendre accessibles de riches ressources minières que Trump juge essentielles "à la sécurité économique" états-unienne.
- Lors de sa conférence de presse, le président américain a refusé d'écarter la possibilité d'employer la force militaire pour envahir et annexer le Groenland.
 - Est-il sérieux? Comme de nombreux autres analystes et collègues, la députée danoise et résidente groenlandaise Aaja Chemnitz a réagi en affirmant qu'elle ne prenait pas au sérieux les menaces de Donald Trump.
 - Mais la question hante ses partenaires autant que ses adversaires. C'est une de ses forces.
 - Les Etats-Unis ont déjà une base aérienne groenlandaise stratégique pour leurs missiles balistiques à Pituffik, et donc un pied bien ancré sur le territoire autonome.
- Les Groenlandais ne sont certainement pas favorables à la lubie trumpiste.
 - Si l'armée américaine cherchait à envahir le Groenland avant le référendum victorieux pour l'indépendance du Groenland que le premier ministre groenlandais Múte Egede prévoit d'organiser en 2025, c'est le Danemark qui est responsable de la sécurité militaire du pays.
 - Et le Danemark, même avec le soutien des armées des Etats membres de l'UE, n'aurait pas les capacités nécessaires pour repousser l'envahisseur américain.
- Devant cette énième provocation, l'Union européenne a refusé de répondre en des termes clairs et fermes.
 - Après avoir négligé trop longtemps un territoire périphérique, l'UE découvre à travers les yeux de Trump qu'elle aurait pu prendre soin de ses intérêts arctiques.
 - Depuis le Brexit et sans la Norvège, l'UE n'est plus riveraine de cet espace stratégique. Une complaisance qu'elle pourrait être amenée à regretter.

Il est temps de revoir la saison 4 de Borgen.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

CONQUÊTE SPATIALE, ITALIE, **MUSKY STARDUST**

Comme nous l'écrivions la semaine dernière ([EIH 06.01.25](#)), l'UE est aux prises avec un vide politique. Mais entre les deux grands Etats membres qui pourraient le réclamer, la Pologne de Tusk et l'Italie de Meloni, il se pourrait que l'arbitre de ce nouvel âge du leadership européen se trouve en D. Trump.

- G. Meloni a fait le pari d'une relation privilégiée avec le président américain en se rendant dès cette semaine à Mar A Lago.
 - D. Tusk, lui, devra sûrement trancher entre maintenir l'amitié traditionnelle d'un pays historiquement atlantiste et le réalisme de la défense des intérêts européens et polonais, en particulier en matière de sécurité et d'aide à l'Ukraine.
- Ce samedi 4 janvier, la Première ministre italienne Giorgia Meloni a donc rendu une visite surprise au président-élu Donald Trump dans sa propriété de Mar-a-Lago, en Floride.
 - Les cinq heures passées à discuter de sujets allant des taxes que Trump prévoit d'imposer sur les importations européennes, à la détention en Iran d'une journaliste italienne, montrent que Meloni s'assure un rapprochement avec Trump et son entourage.
 - Toutefois, la question de qui profitera de l'appréciation du nouveau président américain pour la leader d'extrême-droite reste ouverte.
 - Un sujet de discussion - que Meloni nie avoir abordé lors de cette visite, cependant - a provoqué l'outrage des législateurs européens et de l'opposition italienne :
 - à la suite de la rencontre Trump-Meloni, Elon Musk, le nouveau bras droit de Donald Trump et propriétaire de Space X, a affirmé être prêt à offrir des services de communication sécurisés à l'Italie par le biais de sa constellation de satellites en orbite basse terrestre, Starlink.
 - Hasard ou non, les discussions entre le ministère de la défense italien et SpaceX étaient au point mort avant une soudaine reprise des négociations, consécutivement à la visite de Giorgia Meloni en Floride.
- Plusieurs eurodéputés et députés italiens de l'opposition ont immédiatement réagi en signalant l'erreur stratégique et économique que serait un tel contrat, évalué à 1,5 milliards d'euros.
 - La motivation principale semble être un rapprochement politique entre Meloni et le populiste Trump, plus que l'arrivée de la fibre dans les zones reculées du territoire italien.
 - De plus, la constellation européenne IRIS², dont l'entrée opérationnelle est prévue dès cette année, offrira exactement ces services à l'Italie, qui a déjà effectué les versements pour le programme.
 - Son coût est similaire à celui pour l'usage de la constellation Starlink, mais à l'échelle des 27 États membres.
 - Inutile de préciser que IRIS², contrairement à Starlink, est une constellation européenne souveraine.
 - Ces satellites, bien qu'au nombre bien plus réduit que Starlink (environ 300 prévus), seront répartis sur plusieurs orbites, assurant une résilience des signaux en cas de destruction en chaîne sur l'orbite basse terrestre surpeuplée.
 - IRIS² a été conçue pour fournir des signaux sécurisés à usage gouvernemental, là où Starlink n'a qu'une vocation commerciale, puisque c'est Starshield, le pendant militaire de Starlink, qui propose de tels services.

Cette bonne entente entre Meloni et la nouvelle administration Trump semble pour l'instant n'être qu'en faveur des affaires d'Elon Musk, et non des consommateurs italiens. En outre, il y a fort à parier que se mettre dans la main de Musk et Trump n'est pas le plus intelligent des mouvements pour prendre le leadership politique sur l'UE.



GREEN DEAL

SANTÉ, AGRO-ALIMENTAIRE,

BISPHEMAL

Que fait l'Europe pour moi (bis) ? Après le chargeur unique dont nous parlions la semaine dernière (cf. [EIH 6/1/25](#)), cette fois c'est de notre santé que l'UE se préoccupe, en particulier pour les nourrissons. C'est tard, car le problème est connu depuis plus de vingt ans - le Canada par exemple l'a déjà interdit depuis 2008 - mais l'interdiction du Bisphénol A dans tous les contenants alimentaires entre enfin en vigueur cette année sur le territoire de l'UE. Approuvée juste avant l'été, cette interdiction du BPA, est une bonne nouvelle pour l'environnement et la santé.

- Ce composé chimique utilisé depuis les années 1950 dans la fabrication de matériaux en contact avec les aliments, était couramment présent dans les plastiques alimentaires, les revêtements de boîtes de conserve et divers ustensiles de cuisine.
 - Des études, comme celles de l'EFSA, ont démontré que cette substance pouvait migrer vers les aliments, posant ainsi des risques pour la santé humaine.
 - Le BPA aurait un effet sur : les maladies cardiovasculaires, le foie, la survenue de diabète, le pancréas, la thyroïde, le fonctionnement hormonal, la fonction intestinale, le développement foetal, pour ne citer que ces cas.
 - Les associations environnementales et de consommateurs saluent cette interdiction, la considérant comme une avancée significative pour la protection de la santé publique.
 - Cependant, certains acteurs de l'industrie agroalimentaire et chimique expriment des préoccupations.
 - Ils soulignent les défis liés à la recherche de substituts efficaces au BPA, capables de garantir la même qualité et durabilité des produits sans compromettre la sécurité alimentaire.
 - Les mesures transitoires devraient amortir l'impact économique.
 - Ainsi, pour les fruits et légumes et les produits de la pêche, les emballages contenant du BPA pourront être encore mis sur le marché jusqu'au 20 janvier 2028.
 - Et douze mois supplémentaires sont ensuite prévus pour l'épuisement des stocks.

La santé c'est bien, mais l'économie, c'est important.